Livre PE 1-2005.book Page 188 Lundi, 21. février 2005 6:13 18

THÉORIES DES RELATIONS INTERNATIONALES

Dario Battistella
Paris, Presses de Sciences Po, coll. « Références inédites », 2003, 512 pages

Ce livre procède d'un enseignement donné par l'auteur à l'école doctorale de science politique de l'Institut d'études politiques de Bordeaux, et s'inscrit en faux contre le penchant de certains universitaires à récuser l'autonomie des relations internationales comme discipline scientifique et à négliger la théorie, alors que la signification originelle du verbe grec theorein est « d'observer avec émerveillement ce qui se passe pour le décrire, l'identifier et le comprendre ». À rebours de ceux qui doutent de l'existence d'une théorie en la matière, Dario Battistella affirme haut et fort que les relations internationales sont une science sociale, qui se caractérise par un objet d'étude délimité et une démarche scientifique reconnue. Partant de l'origine du mot « international » forgé par le philosophe utilitariste britannique Jeremy Bentham au début du XIX^e^ siècle, il s'efforce de définir la spécificité et la cohérence des relations internationales avant de s'interroger sur la méthode la plus appropriée pour étudier ledit objet.

Le premier critère de délimitation des relations internationales est l'existence de relations horizontales régulières entre des groupes sociaux basés territorialement et délimités politiquement les uns par rapport aux autres. Dans l'histoire de l'Occident, c'est à partir des XVII^e^ et XVIII^e^ siècles que naît un véritable système international fondé sur l'interaction d'États souverains, qui ne reconnaissent au-dessus d'eux aucune autorité légitime pour arbitrer leurs différends. Aussi l'état de nature ou l'anarchie est-il tout à la fois le trait fondamental de la vie internationale et le point de départ de toute réflexion théorique sur celle-ci. Ce postulat de la structure anarchique du milieu international n'a pas été mis en question par l'évolution ultérieure qui étend le champ des relations internationales aux acteurs non-étatiques, ou privilégie le raisonnement en termes de globalisation et de mondialisation.

Quant à l'étude méthodique des relations internationales, elle est ancienne mais les réflexions des auteurs classiques tels Thucydide, Machiavel, Grotius, Hobbes, Locke et Kant relèvent de ce que Raymond Aron appelait la « connaissance contemplative de l'ordre essentiel du monde », qui n'est plus guère acceptée dans les sciences sociales. Depuis que celles-ci se sont constituées en disciplines à part entière, la notion de théorie a pris un sens plus précis et doit être fondée sur l'observation empirique et le raisonnement logique. Ainsi les libéraux internationalistes britanniques, au lendemain de la Première Guerre mondiale, se proposaient-ils d'étudier la politique internationale à partir de « la simple exposition des faits politiques tels qu'ils existent dans l'Europe d'aujourd'hui », et les réalistes américains tels que Hans Morgenthau ont voulu « présenter une théorie de la politique internationale s'accordant avec les faits et conséquente avec elle-même », le but poursuivi étant d'apporter « ordre et signification à une masse de phénomènes qui, sans cela, resteraient sans lien et inintelligibles ».

Toutefois, deux conceptions de la théorie coexistent. L'une, explicative, ambitionne de donner des relations internationales une explication comparable à celles que donnent des phénomènes naturels les sciences exactes ; l'autre, compréhensive, prend ses distances par rapport à l'universalisme rationaliste et postule que les objets qu'étudient les sciences sociales sont radicalement différents des objets des sciences

Livre PE 1-2005.book Page 189 Lundi, 21. février 2005 6:13 18

de la nature, et que l'on peut simplement interpréter les relations internationales à partir du sens que leur donnent les acteurs eux-mêmes. La théorie explicative ne s'est imposée qu'à partir de la révolution béhavioriste des années 1950, et le néoréalisme d'un Kenneth Waltz ou le néolibéralisme institutionnel d'un Robert Keohane sont représentatifs de cette conception de la recherche et de la démarche hypothético-déductive qui la sous-tend. Mais ses prétentions scientifiques, notamment au plan de la prédiction, ont été démenties par les mutations du système international liées à la fin de la guerre froide, et on assiste depuis lors au renouveau de la théorie compréhensive, que Raymond Aron avait prônée dans son article séminal paru en 1967 dans la *Revue française de science politique* : « Qu'est-ce qu'une théorie des relations internationales ? ».

Se fondant sur les difficultés qu'il avait rencontrées en composant son ouvrage *Paix et guerre entre les nations* (1962), il avait abouti à la conclusion qu'il ne peut y avoir de théorie générale des relations internationales à cause de « l'indétermination de la conduite diplomatico-stratégique » et de l'impossibilité de discriminer les variables endogènes au système international (la configuration en pôles de puissance) des variables exogènes (les rapports de force économiques ou les régimes internes des États). Selon lui seule l'approche sociologique permet de comprendre en profondeur la diversité des systèmes internationaux et d'étudier le comportement des acteurs à partir de la façon dont ils définissent les enjeux et les solutions des problèmes auxquels ils sont confrontés. Ainsi la démarche scientifique en relations internationales varie non seulement en fonction de l'idée que l'on se fait de la théorie mais aussi selon le niveau d'analyse que l'on retient pour expliquer ou comprendre le monde.

Ce sont ces spécificités de la discipline que Dario Battistella expose en détail dans son ouvrage, en la situant dans le prolongement de l'histoire des idées politiques ; il présente ensuite un panorama complet des théories générales qui cherchent, à partir d'une vision globale, à éclairer les relations internationales dans leur ensemble. Enfin, il évoque les débats suscités par l'application de ces approches générales dans des secteurs partiels, tels que la coopération, l'intégration, la sécurité, la guerre et la paix, etc. Le but affiché est avant tout pédagogique, puisqu'il s'agit de mettre à la disposition des étudiants et des enseignants un manuel dont la consultation est aisée grâce à un index des noms et des concepts soigneusement établi. Mais l'auteur ambitionne également de fournir au citoyen une grille de lecture des événements internationaux, et de le convaincre de l'utilité des théories pour « se faire une idée plus rigoureuse des réponses à donner aux grandes questions de l'actualité ». Il ne saurait être question de résumer la substance d'un livre qui a vocation à devenir l'ouvrage de référence en langue française sur les théories des relations internationales et l'on se bornera à quelques observations sur la démarche de l'auteur et les conclusions auxquels il aboutit au terme de son exploration de l'immense littérature consacrée à son sujet et qu'il a su parfaitement maîtriser.

En premier lieu, on relève que Dario Battistella ne dédaigne pas l'apport des classiques de la pensée politique au développement de la production théorique et constate que les trois traditions (réaliste, libérale et globaliste) auxquelles ils se rattachent demeurent des termes de référence pour les théoriciens contemporains. En effet, depuis que les relations internationales sont devenues une discipline – la première

Livre PE 1-2005.book Page 190 Lundi, 21. février 2005 6:13 18

chaire de « Politique internationale » a été créée en 1919 à l'University College of Wales à Aberyswyth, en Grande-Bretagne –, on observe une certaine continuité à cet égard puisque réalistes et libéraux existent toujours, tandis que les globalistes ont inspiré des courants aussi divers que le transnationalisme, le marxisme et le constructivisme. En outre, les controverses entre spécialistes sur des questions clés telles que le but, la méthode, l'objet et la faisabilité d'une science des relations internationales n'ont toujours pas été tranchées. Au terme de son survol de l'histoire de la discipline et des débats épistémologiques qui l'ont jalonnée, l'auteur conclut à l'émergence de trois paradigmes dominants – le réalisme, le libéralisme et le constructivisme – et à l'impossibilité d'une connaissance cumulative en relations internationales. Il faut donc se rendre à l'évidence que l'on ne parviendra jamais à « une vérité définitive sur l'état du monde » et qu'il faudra se contenter « d'un corpus, de problématiques et de concepts organisateurs permettant de saisir les grandes tendances de la politique internationale » (Marie-Claude Smouts). C'est à l'étude détaillée de ces corpus généraux et de ces problématiques sectorielles que l'auteur s'est attaché, avec le souci de présenter sur un pied d'égalité six approches générales, et de souligner la prééminence du paradigme réaliste dès lors qu'il s'agit d'analyses partielles portant soit sur des thèmes classiques – la conduite de la politique étrangère, les causes de la guerre et les conditions de la paix, la notion de sécurité – soit sur des problématiques plus contemporaines – les phénomènes d'intégration régionale, les processus de coopération et l'économie politique internationale.

C'est dire que dans le débat sur les théories des relations internationales, l'auteur ne dissimule pas sa prédilection pour une approche réaliste, même si son souci premier est de rendre compte d'une manière équitable de la diversité des écoles de pensée dans ce domaine. En tout cas, son ouvrage offre un vaste panorama des idées contemporaines en la matière et se fonde sur une connaissance encyclopédique de la littérature française et anglo-saxonne. Toutes les propositions qu'il avance sont solidement argumentées et bien étayées et chaque chapitre est assorti d'une bibliographie commentée qui fournit au lecteur des orientations précieuses pour des recherches complémentaires. On regrettera seulement que Dario Battistella n'ait pas abordé la question des rapports entre théorie et pratique et ne se soit pas prononcé sur l'utilité des théories pour éclairer la pratique diplomatique. De même, on peut déplorer qu'il ait exclu du champ de ses investigations les études stratégiques au prétexte qu'elles constituent la dimension *policy-relevant* des études de sécurité, alors que le rôle du facteur militaire dans les relations internationales ne peut être ignoré, qu'il s'agisse de son instrumentalisation au service d'une politique hégémonique ou de la persistance des conflits armés dans les zones instables du Tiers-Monde. Enfin, si la théorie de la paix démocratique fait l'objet d'une présentation nuancée, l'exportation de la démocratie à la pointe des baïonnettes sous le signe d'un « wilsonisme botté » (Pierre Hassner) soulève depuis la guerre contre l'Irak des questions sensibles qui mériteraient un examen particulier. Aussi formons-nous le vœu que les approches polémologiques de la sécurité internationale et les théories de la stratégie soient prises en compte dans les prochaines éditions de ce remarquable manuel.

Jean Klein
Professeur à l'Université Paris I Sorbonne
et chercheur associé à l'Ifri

Livre PE 1-2005.book Page 191 Lundi, 21. février 2005 6:13 18

HISTOIRE

HISTOIRE ET GÉOPOLITIQUE DES BALKANS DE 1800 À NOS JOURS
Ernest Weibel
Paris, Ellipses, 2002, 642 pages

HISTOIRE ET GÉOPOLITIQUE DE L'EUROPE CENTRALE. DE L'ANTIQUITÉ À L'UNION EUROPÉENNE
Ernest Weibel
Paris, Ellipses, 2004, 560 pages

Le même auteur, historien et politologue de l'Université de Neuchâtel, nous donne, à deux ans d'intervalle, deux ouvrages magistraux, l'un sur les Balkans (B), l'autre sur l'Europe centrale (EC). Il étudie toutes les parties de l'Europe qui constituaient, vers 1800, l'Empire ottoman (B) et celui des Habsbourg (EC), soit une bonne quinzaine d'États actuels, un quart du continent.

Le second ouvrage propose, dans ses cent premières pages, une esquisse des dix-huit siècles précédents, depuis l'Empire romain. Mais la période qui intéresse particulièrement l'auteur, c'est celle des nationalismes florissants et antagonistes, de la révolution de 1848 à la Seconde Guerre mondiale. La seule décennie 1912-1922 couvre un tiers du livre sur les Balkans. En revanche, l'époque communiste est traitée assez sommairement.

Ce qui frappe dans ces deux ouvrages, et qui en fait l'originalité, c'est l'extrême souci du détail : géographique, chronologique, juridique. L'histoire n'est pas vue seulement depuis les capitales. Chaque parcelle du cadastre européen est prise en considération. Nous pouvons suivre par le menu les répercussions des grandes crises européennes chez les différentes populations des diverses parties de la Thrace turque, de la Dobroudja ou du Tyrol du Sud. Rien n'est négligé de la composition ethnographique de chaque territoire, grand ou petit, ni des tendances qui s'y affrontent. Le moindre événement est daté avec précision, et les situations passagères décrites avec autant de minutie que celles qui ont duré. Si vous voulez des précisions sur les diverses phases de la révolution hongroise de 1848, sur les jeux diplomatiques intervenus entre les deux guerres balkaniques, ou sur les fluctuations de la Grèce pendant la Première Guerre mondiale, c'est ici que vous les trouverez. Les statistiques abondent, les stipulations des traités et des constitutions, même les plus éphémères, sont soigneusement analysées. Bref, ces deux livres sont une mine inépuisable de données précises qui, me semble-t-il, n'avaient jamais été rassemblées ainsi. Ils seront un instrument de travail irremplaçable.

L'attention à l'infiniment petit n'exclut pas la largeur de vue. L'auteur s'inscrit en faux contre deux écoles de pensée qui n'ont cessé de dominer l'étude de ces pays en France. L'une, qu'il dénonce explicitement, est l'historiographie communiste, qui voyait dans la démocratie populaire l'aboutissement naturel de l'histoire de ces peuples, tandis que « toutes les séquences historiques qui ne s'inscrivaient pas dans ce canevas internationaliste étaient soit corrigées, soit écartées » (B, p. 9).

L'autre (moins ouvertement identifiée) est l'historiographie française issue de la Grande Guerre, hostile par principe aux empires multinationaux et particulièrement à l'Autriche-Hongrie, et convaincue que toutes les aspirations des peuples avaient été satisfaites à Versailles. Aujourd'hui la critique des illu-

Livre PE 1-2005.book Page 192 Lundi, 21. février 2005 6:13 18

sions versaillaises n'est plus à faire, mais de nombreuses traces inconscientes en sont restées dans la mentalité française. Elles ont ressurgi, par exemple, lors des récents conflits yougoslaves. L'auteur n'a pas de peine à montrer, à partir des réalités de terrain, l'incohérence et la nocivité de tant de décisions prises à Versailles. Il juge, pièces en main, que « la monarchie des Habsbourg […] n'était pas parfaite, mais avait favorisé la collaboration et le compromis entre les peuples » (EC, p. 537).

Plus généralement, son exposé montre clairement comment les nationalismes engendrent des conflits inextricables, auxquels on ne peut remédier par des solutions simplistes et partiales, comme toutes celles qui furent adoptées après chacune des grandes crises (Paris 1856, Berlin 1878, Versailles 1919, Yalta 1945). Dans toutes ces conférences, les « grandes puissances » n'ont songé qu'à leurs intérêts et se sont peu intéressées à la réalité des peuples.

On regrettera que l'histoire relatée soit très strictement politique. Les nationalités si minutieusement comptabilisées sont des phénomènes culturels, et les débats idéologiques qui président à leur éclosion, à leur délimitation, devraient être analysés de façon moins sommaire : par exemple, l'affirmation progressive des diverses nationalités sud-slaves dès le milieu du XIX^e siècle. Les rubriques nationales qui figurent un peu partout ne parlent pas d'elles-mêmes, elles devraient être décryptées. Il semble parfois que l'auteur manque de recul critique envers les sources qu'il utilise, leur terminologie, leurs statistiques. On sait bien pourtant que tout dans ces régions, les mots comme les chiffres, est biaisé par la passion nationaliste.

Une somme aussi vaste ne peut aller sans quelques erreurs ou inexactitudes. Je n'en donnerai qu'un exemple. La rébellion du Monténégro contre les Italiens, commencée le 13 juillet 1941, ne s'est pas faite « sous la direction des tchetniks » (B, p. 514), mais sous celle des partisans, et plus particulièrement de Milovan Djilas. Les tchetniks, eux, n'ont jamais cessé de collaborer avec les Italiens.

Il est dommage enfin que la lecture soit gênée par de nombreuses coquilles, et plus encore par une incohérence complète dans la graphie des noms propres étrangers (slaves, hongrois, albanais et autres). Un même nom change parfois de forme dans une même page. C'est le seul point où soient en défaut la minutie de l'auteur, ainsi que son respect pour les « petits » peuples, qui devrait s'étendre aussi à leurs langues.

Au total, il nous a donné une somme dont désormais aucun lecteur s'intéressant à l'Europe du Sud-Est et du centre ne pourra se passer.

Paul Garde

FAIRE LA GUERRE : ANTOINE-HENRI JOMINI

Jean-Jacques Langendorf

TOME I. CHRONIQUE, SITUATION, CARACTÈRE
Chêne-Bourg/Genève, Georg, 2001, 390 pages

TOME II. LE PENSEUR POLITIQUE, L'HISTORIEN MILITAIRE, LE STRATÉGISTE
Chêne-Bourg/Genève, Georg, 2004, 384 pages

Publié en 2001, le premier volume consacré par Jean-Jacques Langendorf à Antoine-Henri Jomini a pu susciter des

Livre PE 1-2005.book Page 193 Lundi, 21. février 2005 6:13 18

sentiments contrastés chez ses lecteurs. Si la chronologie de 300 pages abondamment commentée qui forme l'essentiel de l'ouvrage a peut-être déçu ceux qui espéraient une biographie intellectuelle de l'auteur du *Précis de l'art de la guerre*[1], elle a incontestablement ravi les initiés qui y ont trouvé une masse d'informations complétant les connaissances partielles dont nous disposions sur la vie et l'œuvre du stratégiste suisse. Trois ans plus tard, le second volume créera l'unanimité tout en fixant la fonction de cette longue chronique, à laquelle le lecteur est régulièrement invité à se référer. Les analyses de J.-J. Langendorf s'y déploient pleinement, tout comme s'y précise le double avantage dont dispose son étude par rapport à celles qui l'ont précédée. D'une part, l'auteur a embrassé un vaste corpus d'archives dont une partie significative a jusque-là été ignorée. D'autre part, sa parfaite connaissance de la pensée tactique et stratégique des XVIII^e^ et XIX^e^ siècles, en particulier dans ses composantes allemande et autrichienne, l'autorise à de pertinentes mises en perspective comparatives qui permettent de saisir la spécificité des conceptions jominiennes. Des trois parties qui composent ce second volume – « Le penseur politique », « L'historien militaire » et « Le stratégiste » – c'est sans aucun doute la dernière qui suscitera l'attention la plus soutenue. Introduite par une généalogie intellectuelle des réflexions de Jomini sur la stratégie, elle se développe sur 200 pages d'une analyse serrée qui nous conduit du contenu des écrits du général suisse à leur réception immédiate et leurs commentaires contemporains. Sans complaisance, J.-J. Langendorf souligne les faiblesses de la démarche jominienne en reprenant à son compte, et en développant, des critiques précoces formulées, entre autres, par le général prussien Otto Rühle von Lilienstern et le capitaine français Louis Faraud : confusions définitionnelles, inflation des termes techniques, manie classificatrice, méconnaissance de l'action réciproque, des forces morales et des frictions dans l'acte de guerre. La charge est particulièrement puissante dans les sections portant sur « La signification du *Précis* » et sur la « (més-) utilisation de l'histoire militaire pour la théorie » (p. 320-326), et il appartiendra aux « adeptes » du général suisse ou à ceux de « l'œcuménisme » (entre les conceptions clausewitziennes et jominiennes) de démontrer si, sur certains points, elle est excessive. L'étude ne se réduit cependant pas à cette critique incisive et solidement argumentée. Bien que J.-J. Langendorf sape les fondements du projet de Jomini consistant à formuler des principes stratégiques irréfutables et immuables, il met en exergue d'autres éléments de ses réflexions sur l'art de la guerre qui présentent un intérêt certain : « efforts méritoires d'éclaircissement » par rapport aux écrivains militaires du XVIII^e^ siècle, rapprochement entre les facteurs politique et militaire de la guerre, détermination des conditions idoines à la conduite des opérations, « contribution considérable » dans le domaine de la logistique et prise en considération pertinente du facteur maritime. Les dernières sections de la troisième partie du second volume sont consacrées à une incontournable comparaison entre Jomini et Clausewitz. Après une intéressante présentation du positionnement de différentes catégories d'auteurs – les « adeptes », les « ennemis » et les partisans de « l'œcuménisme » – sur la question, J.-J. Langendorf va « au fond des choses ». S'il s'abstient de se ranger explicitement dans l'une de

1. A.-H. Jomini, *Précis de l'art de la guerre*, Paris, Perrin, 2001 (1^re^ édition : 1836).

Livre PE 1-2005.book Page 194 Lundi, 21. février 2005 6:13 18

ces trois catégories, il ne saurait se situer dans la première, et chacun décidera si l'une des deux autres lui sied ou s'il convient d'en créer une quatrième dans laquelle s'assume la hiérarchisation des savoirs stratégiques. Donnons tout de même un indice en citant une métaphore musicale de Jean-Jacques Langendorf : « Bülow est celui qui interprète un concerto de Beethoven à la flûte, Jomini au clavecin et Clausewitz au piano-forte. » En conclusion de son étude, l'auteur s'interroge sur l'actualité de l'œuvre de Jomini. Quoiqu'il exclue une influence directe des écrits du général suisse sur les stratégistes et stratèges contemporains, il décèle la permanence d'un « état d'esprit jominien » relevant de la volonté d'introduire une rationalité stratégique dans la conduite de la guerre. J.-J. Langendorf n'est pas convaincu de l'absolue nécessité de « récupérer » Jomini pour notre époque. En revanche, il est certain que ces deux volumes doivent dorénavant figurer aux côtés du *Précis* dans toute bibliothèque stratégique qui se respecte.

Ami-Jacques Rapin

LA PRESSE FRANÇAISE ET LA PREMIÈRE GUERRE DU GOLFE

Marc Hecker
Paris, L'Harmattan, 2003, 164 pages

Plusieurs ouvrages ont traité de l'information dans les guerres « postmodernes » de l'après-guerre froide, en particulier durant le premier conflit contre l'Irak de Saddam Hussein. L'intérêt du livre de Marc Hecker est d'étudier le segment limité des hebdomadaires français : il en tire un panorama clair, à défaut d'être rassurant.

En gros, son constat tient en trois points. La masse des articles publiés par ces hebdomadaires, avant l'ouverture des hostilités, et pendant ces hostilités, exprime une *doxa* très majoritaire : la guerre est inévitable ; Saddam Hussein est le diable ; l'armée irakienne est l'une des plus puissantes du monde ; la guerre qui s'annonce est juste ; la guerre qui se fait est propre. Cette guerre étant d'abord présentée comme un spectacle (à l'image des bombes traçantes frappant de nuit Bagdad pour le plus grand profit de CNN), on s'avise tard (en février) qu'elle tue : la haute conscience journalistique questionne alors l'idée commune de la guerre technologico-chirurgicale. Enfin, si les énoncés de certains hebdomadaires sont plus pluriels que d'autres (*Le Point* se distinguant dans son alignement sur la vulgate américaine), seuls le *Canard enchaîné* ou *L'Humanité* adoptent un ton anti-guerre, ou systématiquement critique à l'encontre des vérités révélées du politico-militaire.

On lira avec intérêt cette étude fouillée, basée sur les textes et sur de multiples entretiens avec des journalistes, ou des responsables militaires. Par prudence intellectuelle, sans doute, l'auteur parle à de multiples reprises d'un consensus « apparent » des hebdos : la lecture n'accrédite pas son adjectif. Le consensus autour d'images auto-fabriquées, ou de données de propagande (parfois seules disponibles) est un fait – même si une poignée de minoritaires résistent. Et c'est encore ensemble que les journalistes vireront de bord début février en dénonçant les ravages d'une guerre qu'ils n'avaient pas eu le temps d'imaginer…

D'où la question : pourquoi ? Si l'on passe les explications trop simples (l'inféodation au complexe militaro-industriel, ou pétrolier), ou l'incurable

Livre PE 1-2005.book Page 195 Lundi, 21. février 2005 6:13 18

bonne conscience journalistique (Jean-François Kahn : « Ce n'est pas la télévision qui a menti, mais le mensonge qui s'est servi de la télévision » !…), on retrouve non tant la propagande politique, mais l'auto-intoxication des médias. Après tout, chacun son métier : les militaires contrôlent l'information de terrain ; les politiques font croire à la justesse de leur cause. On imagine que le métier des journalistes est de chercher le fait, et d'en faire une information présentable au public. Naïveté. L'ouvrage de Marc Hecker – même si ce n'est pas là son but – traduit, presque à son insu, la vérité des médias d'aujourd'hui : la « demande d'information » est trop forte (mais qui la créée ?) pour qu'un journal, ou pire une télévision, puisse ne rien montrer, dire peu, exprimer son ignorance – que cette dernière soit due à l'incompétence (ah ! Josette Alia décrivant les mini-Tchernobyl ourdis par Saddam…) ou au black out militaire. Il faut dire, être là, faire spectacle, la presse écrite emboîtant le pas de médias télévisés qui font norme.

Le livre rend certes à sa manière justice au « difficile métier de journaliste ». Mais la « difficulté » renvoie plus à l'aliénation du système médiatique qu'à la méchanceté des censeurs. Les instruments de réflexion fournis par Marc Hecker sont précieux. On attend une étude semblable sur le consensus médiatique anti-Saddam en 2002 dans la presse américaine, et sur le consensus antiaméricain de la presse française à la même date. On n'a pas la presse qu'on croit, mais celle qu'on mérite.

Dominique David

HUMANITAIRE

ILS NOUS AVAIENT PROMIS LA PAIX. OPÉRATIONS DE L'ONU ET POPULATIONS LOCALES

Béatrice Pouligny
Paris, Presses de Sciences Po, 2004
356 pages

Quand on parle du maintien de la paix de l'Organisation des Nations unies (ONU), on parle du Conseil de sécurité, du travail du secrétaire général et de ses représentants spéciaux, des observateurs internationaux stationnés dans des endroits impossibles, des casques bleus déployés pour séparer des combattants dans des conflits complexes ou pris au piège de l'intervention humanitaire, des « internationaux » déployés dans des zones de crise pour stabiliser une situation ou remettre en état de marche un État. Quand on parle des actions de la « communauté internationale », on parle des dispositifs mis en place, très rarement de leurs effets sur les populations locales. De ce point de vue, Béatrice Pouligny comble une lacune dans l'étude des institutions internationales et de leurs actions.

Les internationaux, quand ils se déploient, sont au service des populations locales qu'ils sont censés aider, mais ne se préoccupent guère de ce que ces populations perçoivent de leur présence : « Les opérations de paix de l'ONU conduites depuis un peu plus d'une décennie reflètent combien les problèmes de sécurité internationale restent pensés loin des réalités sociales, politiques, économiques et tout simplement humaines du terrain ». C'est donc un autre aspect de ces interventions internationales, de plus en plus nombreuses et de plus en plus complexes, qui est ici présenté : le point de vue des

Livre PE 1-2005.book Page 196 Lundi, 21. février 2005 6:13 18

populations locales, récipiendaires de l'intervention décidée par le Conseil de sécurité des Nations unies, « acteurs-receveurs » de l'aide internationale. Béatrice Pouligny nous livre également une analyse détaillée de ce qu'est une opération de paix de l'ONU : de quoi elle est faite, de qui elle est composée, comment elle est conduite, comment elle est acceptée localement.

Dans les conflits intra-étatiques actuels où les interlocuteurs des *peace-keepers* ne sont pas seulement les autorités légales du pays, mais une diversité de factions, de milices, de mouvances plus ou moins représentatives de franges de la population locale aux relations changeantes, ne pas penser l'« hétérogénéité, la pluralité des logiques sociales qui coexistent » sur le terrain, c'est n'appliquer qu'une partie de la solution à la crise, occulter le problème de l'appropriation nécessaire par les populations et les gouvernants locaux des processus de transition politiques et économiques mis en place par les institutions internationales, et ignorer une partie des dynamiques qui conduisent à une paix durable. Or, « il est temps que nous réfléchissions aux manières de gagner la paix ».

Béatrice Pouligny détaille au cœur de son livre, par des exemples pris à Haïti, au Salvador, en Bosnie, au Cambodge, en Somalie, au Congo et ailleurs, « les différents visages des populations locales », « l'intervention et la souveraineté vues d'en bas » et « les stratégies des acteurs locaux » et plus particulièrement : la réalité des réseaux complexes d'interaction entre acteurs économiques, sociaux, religieux, politiques, militaires qui influent sur le processus de paix en cours, le fossé entre les populations locales et le personnel des missions onusiennes, leurs systèmes de valeurs différents, les ambiguïtés de la « communauté internationale » sur lesquelles jouent les acteurs locaux, l'inexpérience de casques bleus sans directives claires face à cette complexité, leur utilisation comme bouc émissaire par les autorités politiques locales, l'absence de formation et d'information du personnel envoyé sur les missions, les divergences d'analyse et les tensions entre le secrétariat à New York et les missions sur le terrain (voire entre les composantes d'une même mission), les promesses non tenues par les uns et les espoirs déçus des autres…

Ce sont en fait deux mondes qui s'affrontent : le monde réel et complexe de la société qui reçoit l'intervention et le « monde hors du monde, fonctionnant en vase clos » des missions onusiennes. Dans ces conditions est posée la question de la légitimité de l'intervention pour les populations locales, et on comprend que celle-ci ne soit « jamais acquise une fois pour toutes » : « aucune intervention n'est perçue comme "neutre" ni même "impartiale" par les acteurs politiques et sociaux locaux ». Se pose également la question de l'efficacité des opérations de paix, cette « ingéniérie qui propose de l'extérieur un nouveau cadre », qui suppose de nouvelles règles, et de nouvelles institutions, destinées à la fois à fournir des interlocuteurs représentatifs et à faire respecter ces nouvelles règles, bref « la (re) construction de l'État et, par conséquent, la (re-) définition du contrat social ». Tâche immense, qui ne renvoie pas à des processus linéaires, et pour laquelle la « communauté internationale » doit impérativement apprendre à se coordonner : « Les chemins vers la paix s'apparentent bien moins aux autoroutes qu'aux chemins cahoteux et défoncés, parfois à peine tracés ».

Alexandra Novosseloff

Livre PE 1-2005.book Page 197 Lundi, 21. février 2005 6:13 18

RELATIONS INTERNATIONALES

MORALE MAXIMALE, MORALE MINIMALE
Michael Walzer
Paris, Bayard, 2004, 156 pages

DE LA GUERRE ET DU TERRORISME
Michael Walzer
Paris, Bayard, 2004, 254 pages

Les deux ouvrages, parus simultanément en France, constituent la prolongation des apports majeurs de Michael Walzer à la philosophie politique contemporaine. Ils s'articulent autour de la remise en question des fondements et de l'applicabilité des règles morales, entreprise il y a 30 ans par le penseur américain. Le premier déploie la conception « communautarienne » des impératifs moraux, ancrée précédemment dans *Sphères de Justice*, tandis que le second confronte à un contexte international tempétueux, la conception walzérienne de la doctrine de guerre juste qu'avait initié, en 1977, l'ouvrage *Guerre juste et injuste*[1].

Dans *Morale minimale, morale maximale*, le philosophe s'efforce de scinder deux ensembles de préceptes moraux : une moralité « restreinte » apparentée à un nombre réduit de règles universelles, et une moralité « élargie » issue des histoires et des cultures particulières. Le cœur de l'approche défendue par M. Walzer repose sur la volonté de dissiper l'illusion moderne de la préexistence d'une morale immanente et syncrétique. Contestant la perspective habbermasienne tout en surmontant l'écueil relativiste, il soutient que « le minimum ne fonde pas le maximum, il n'en est qu'un élément constitutif » (p. 40). Cette inversion du rapport de causalité l'amène à réduire la « morale maximale » à une poignée d'axiomes, et à réévaluer le rôle essentiel de ce qu'il nomme « principe de solidarité ». Pour le philosophe, ce principe fonde le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et le devoir d'entraide aux populations opprimées. Ce dernier est, en outre, l'un des points de passage théoriques vers son second ouvrage.

De la guerre et du terrorisme repose sur la traduction d'*Arguing about war* (2004), compilation d'articles et d'allocutions du philosophe dont le titre original semble d'ailleurs nettement mieux retranscrire l'objet réel de sa démarche. Ses travaux paraissent être l'un des stades avancés d'un courant intellectuel millénaire, la doctrine de la « guerre juste ». Théorie dont la dénomination traduit une préoccupation ambivalente, visant autant à contraindre le recours à la force qu'à le rendre moralement envisageable afin de défendre une paix qui n'est pas celle des bourreaux. Le philosophe s'efforce de tenir le fil de cette logique périlleuse, et tente d'user avec constance du ferment moraliste comme d'un solide instrument critique dans l'évaluation de la légitimité de l'emploi de la force. Il confronte ainsi ses critères à l'utilisation de la force dans les guerres israélo-palestiniennes, lors de la guerre du Golfe, des interventions au Kosovo ou en Afghanistan, ainsi que de la guerre en Irak. L'ouvrage s'inscrit, au final, dans le mouvement de réactualisation de la théorie de la guerre juste, qui anime tout un pan du débat américain de politique étrangère. Des auteurs tels que A. Etzioni, S. Huntington, F. Fukuyama, J.-B. Elshtain et M. Novak ont ainsi cherché, isolément ou de concert, à promouvoir l'applicabilité contemporaine des anciens critères, appelant parfois directement à un dépassement de ceux qui sont directement issus du système des

1. M. Walzer, *Sphères de justice*, Paris, Seuil, 1997 et *Guerres justes et injustes*, Paris, Belin, 1999.

Livre PE 1-2005.book Page 198 Lundi, 21. février 2005 6:13 18

Nations unies. On peut déceler à ce stade l'un des manques méthodologiques de la démarche de redéploiement de l'ancienne doctrine conduite par le philosophe de Princeton. En effet jamais, dans ses travaux, les sources de cette tradition pluriséculaire ne sont réellement discutées. Le courant doctrinal sur lequel s'appuie son analyse possède pourtant des soubassements théoriques variés, qui vont de la pensée d'Augustin à celle de Grotius en passant par Thomas d'Aquin, Vitoria et Suarez. L'accent mis sur tel critère évaluatif au dépens de tel autre et la raison des choix fustigeant ou non la décision d'user de la force, peuvent paraître totalement incompréhensibles s'ils ne sont pas inscrits dans une énonciation raisonnée des apports des principaux fondateurs. Sans cet indispensable approfondissement, comment expliquer la différence entre l'utilisation de la doctrine de guerre juste faite par Elshtain ou Novak et celle de Walzer ou d'Etzioni ? Pourquoi le premier groupe de penseurs fonde-t-il la validité de l'intervention états-unienne en Irak, tandis qu'adossés au même ensemble de critères moraux, Walzer et Etzioni la repoussent ? La subjectivité inhérente de ces auteurs explique-t-elle seule cette césure ? Il semble, à le lire, que ce soit la conclusion à laquelle aboutit le philosophe de la côte Est. Or, il apparaît que les positionnements d'Elshtain et Novak s'appuient sur une surdétermination assumée de la radicalité du « réalisme augustinien » (impulsion qui vise à permettre sans détour « la protection de l'innocent contre le mal ») tandis que la conception walzérienne s'en démarque en privilégiant une approche de l'utilisation de la force plus restrictive, orientée vers l'exigence du dialogue critique, et inscrite dans un système théorique d'ensemble voulu plus cohérent.

Guillaume Durin

FRENCH NEGOTIATING BEHAVIOR. DEALING WITH LA GRANDE NATION

Charles Cogan
Washington, DC, United States Institute of Peace Press, 2003, 345 pages

L'auteur est un ancien officier supérieur de la Central Intelligence Agency (CIA), un temps posté à Paris comme chef de station, et a désormais un statut d'enseignant-chercheur à Harvard (Kennedy School of Government). Son dernier ouvrage se penche sur le style de négociation des élites dirigeantes françaises. Comme nombre de ses compatriotes, Charles Cogan estime que la manière hexagonale d'aborder et de gérer les discussions bi- ou multilatérales présente un certain nombre de spécificités, en partie explicables par le poids de la tradition et de l'éducation.

Le texte s'organise autour de quatre axes : contexte culturel (culte de l'État, antilibéralisme, anticapitalisme, culte de la raison cartésienne, légalisme flottant, endogamie intellectuelle, culte du formel), contexte historique (perte de rang, opérations de rééquilibrage, illusions de grandeur), modes de réaction en situation concrète et recommandations de base pour les acteurs sociaux et politiques conduits à s'asseoir face aux représentants français. Outre ses lectures personnelles, riches et variées, Ch. Cogan a pu compter sur la coopération de nombreux témoins, qui ont accepté de lui fournir des éclairages vécus. Le lecteur ne s'étonnera donc pas de trouver au fil des pages, non seulement de multiples illustrations anecdotiques, mais aussi de brefs aperçus autocritiques exprimant de la part de tel ou tel de nos représentants une vision sans complaisance des forces et faiblesses du dispositif relationnel dominant.

Livre PE 1-2005.book Page 199 Lundi, 21. février 2005 6:13 18

Dans ce travail qui se veut balancé, il y a bien entendu de multiples appréciations positives sur le style de négociation français et le dispositif de gouvernement dont il émane : prise en compte globalisante des problèmes ; attention poussée pour la dimension formaliste des échanges ; exécution rigoureuse des directives hiérarchiques ; intégration de la dimension morale (au sens de légitimité morale) lors de la formulation des solutions ; autonomie vis-à-vis des opinions majoritaires. Il y a aussi des passages nettement moins flatteurs pour le modèle traditionnel : rigidités dialectiques ; méconnaissance des subtilités propres aux cultures allogènes ; goût de la simplification historique et manque de références lourdes sur le terrain sociologique ou politologique ; fixations prolongées sur les considérations de rang et de prestige, au détriment des impératifs d'efficacité ; absence de retour sur l'erreur. Il y a encore de petites piques individualisées (l'actuel chef de l'État se trouve à plusieurs reprises assimilé à un « hussard »), qui témoignent d'une exaspération latente, mais invitent surtout 1) à prendre en compte le poids de l'équation personnelle pour expliquer la dégradation de telle ou telle situation critique, et 2) à reconsidérer les bienfaits actuels du legs gaullien.

Parce que son propos ne se borne pas à dresser un catalogue de variables explicatives, parce qu'il s'applique à disséquer un certain nombre de cas d'étude récents (le haut commandement de la zone sud de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), l'intervention militaire en Irak, les négociations du General Agreement on Tariffs and Trade (GATT)), parce qu'il a bénéficié de multiples éclairages informels sur les perceptions divergentes des forces en présence, leurs logiques d'action, leurs contraintes opérationnelles, Ch. Cogan projette un éclairage très intéressant sur l'histoire diplomatique des 15 dernières années. On pourra certes lui reprocher, par moments, de placer l'accent sur les relations entre nations industrielles avancées, sans s'interroger sur d'autres types d'échanges (ceux avec les anciennes colonies, par exemple). Néanmoins, son livre représente une clé nécessaire pour analyser les difficultés d'adaptation de la politique française et pour définir les ajustements (internes / externes) requis.

Jérôme Marchand

SÉCURITÉ, STRATÉGIE

DÉCIDER DANS L'INCERTITUDE
Vincent Desportes
Paris, Economica, 2004, 200 pages

À la guerre, la reine des batailles n'est pas l'infanterie mais l'incertitude. À peu près rien ne s'y déroule comme prévu. Clausewitz le disait : « Il n'existe pas d'autre activité humaine qui soit si continuellement et si universellement contrainte par le hasard ». Pour illustrer cette constante, Vincent Desportes, l'auteur de *Comprendre la guerre*[1], évoque le débarquement de Sicile du 10 juillet 1943. Ce jour-là, à l'aube, doit intervenir la plus formidable opération amphibie jamais lancée. Sept divisions américaines vont être mises à terre (contre cinq en Normandie 11 mois plus tard). La veille, pourtant, une puissante tempête, exceptionnelle à cette saison en Méditerranée, risque de tout compromettre, à commencer par l'ordonnancement des

1. V. Desportes, *Comprendre la guerre*, Paris, Economica, 2001.

Livre PE 1-2005.book Page 200 Lundi, 21. février 2005 6:13 18

convois, la précision des parachutages, la présentation des unités devant les plages. Eisenhower hésite puis décide de poursuivre. Un invraisemblable désordre s'ensuit, navigation calamiteuse, commandos largués à 80 km de leurs objectifs, débarquement en partie disloqué… Or ce chaos même génère le succès. Les Allemands peinent à comprendre l'idée de manœuvre américaine, les Italiens, convaincus par le mauvais temps que les Alliés ne viendront pas, restent couchés, les parachutistes ajoutent à la confusion adverse en attaquant des objectifs d'opportunité. Sur cette incertitude inhérente à l'action de guerre jointe à l'obligation de décider, le général Desportes a tiré un essai lumineux. Lequel devrait entrer dans les bibliothèques de ses commensaux, pour leur éviter de croire la technique capable un jour de supprimer les phénomènes de « friction » et de « brouillard », c'est-à-dire l'imprévu ! Celui par exemple qui amène un jour de novembre 2004 des pilotes biélorusses, aux commandes d'avions ex-soviétiques, arborant des cocardes ivoiriennes, à bombarder des militaires français douloureusement surpris…

Il faut donc réduire l'incertitude, la dominer, l'utiliser pour gagner. Pour ce faire, plusieurs moyens :

- le renseignement, toujours imparfait, souvent périmé, parfois trop abondant. Le renseignement, si longtemps négligé dans les armées françaises, demeure le premier réducteur d'incertitude. Une banale mise à jour des plans de Belgrade aurait évité aux Américains de bombarder l'ambassade de Chine dans la nuit du 7 au 8 mai 1999 ; un simple compte-rendu d'un honorable correspondant à Bagdad leur aurait permis de ne pas vitrifier un bunker plein de civils, le 13 février 1991, lors de la première guerre du Golfe ;

- l'histoire militaire, complément indispensable de l'expérience, école des grands chefs. « Pour entretenir en temps de paix le cerveau d'une armée », disait Foch, « il n'est pas de livre plus fécond en méditations que celui de l'histoire ». Point trop n'en faut pourtant. L'Histoire estompe le brouillard de la guerre. Comme V. Desportes l'écrit joliment, « L'Histoire est comme ces grands cimetières au carré qui transforment, dans la paix revenue des anciens cloaques, le chaos de la guerre en ces longues rangées de croix blanches remarquablement alignées sur leurs pelouses rassurantes ». Attention aussi à ne pas faire de l'Histoire un recueil de recettes, car elle se répète rarement. Contrairement aux espoirs caressés par Donald Rumsfeld, le Bagdad « libéré » par les GIs en 2003 n'a pas du tout ressemblé au Paris de l'été 1944 ;

- l'information doit mieux circuler, la planification ne pas être excessive, l'adaptation favorisée, les réserves prévues, l'adversaire trompé, déçu, ou pris à contre-pied, renvoyé à ses propres incertitudes.

L'incertitude à la guerre exige du chef des qualités rares, souplesse d'esprit, aptitude à prendre des risques, persévérance, courage, sans compter la volonté, l'énergie, un instinct, le coup d'œil, du talent, le génie des « ordres simples qui laissent au subordonné la bulle de liberté au sein de laquelle (il) pourra exercer pleinement son autorité ». Et le général Desportes de reproduire les ordres de Leclerc pour la journée du 24 août 1944 :

Livre PE 1-2005.book Page 201 Lundi, 21. février 2005 6:13 18

« Mission :

1° S'emparer de Paris

2° Tenir Paris… »

De cet ouvrage, on aimerait citer beaucoup d'idées, garder en mémoire ces cas concrets qu'on ignorait, ou certaines citations comme celle, puissante, d'Edgar Morin : « Si l'ignorance de l'incertitude conduit à l'erreur, la certitude de l'incertitude conduit à la stratégie ». Un reproche tout de même : il manque un index, pour être « certain » de retrouver plus vite tout ce dont on voudrait se souvenir.

Jean-Louis Dufour

THE NUCLEAR TIPPING POINT
Kurt M. Campbell, Robert J. Einhorn et Mitchell B. Reiss (dir.)
Washington D.C., Brookings Institution Press, 2004, 367 pages

Les ambitions nucléaires de la Corée du Nord et de l'Iran retiennent l'attention des gouvernements, de la presse, de l'opinion. Est-il certain cependant qu'en toutes circonstances les autres pays s'en tiendront à la décision prise dans le passé de ne pas essayer de se procurer d'armes ? C'est la question que posent les auteurs de *The Nuclear Tipping Point* en recherchant si l'Égypte, la Syrie, l'Arabie Saoudite, la Turquie, l'Allemagne, la Corée du Sud, le Japon, ou Taiwan, sont susceptibles de changer un jour de politique.

Des spécialistes ont été chargés de comparer les situations de chaque pays au moment où chacun a adhéré au traité de non-prolifération, avec ce qu'elles sont aujourd'hui. L'étude porte sur les facteurs internationaux ou régionaux qui peuvent influer sur la perception de sa sécurité extérieure. Elle analyse également les éléments intérieurs, tels la nature du régime, le poids des militaires, le degré d'avancement scientifique, technique, industriel dans le secteur nucléaire, ou le besoin de reconnaissance et de prestige dans l'opinion. Chacune de ces études se termine par une analyse des facteurs qui pourraient remettre en cause la décision du pays de ne pas chercher à se procurer des armes.

À côté de traits particuliers à chaque État, quelques éléments sont communs. La rapidité avec laquelle ont été levées les sanctions infligées à l'Inde et au Pakistan en 1998 fait penser que le prix à payer par un prolifératreur ne serait pas très élevé. La perception des menaces extérieures, l'issue des crises nord-coréenne et iranienne, l'impression que le régime de non-prolifération est, ou n'est pas, une priorité pour toutes les grandes puissances, l'importance politique ou symbolique que les cinq États officiellement dotés d'armes leur accordent, la possibilité plus ou moins grande de se procurer des matières fissiles, une profonde évolution politique intérieure, ont pour tous une très grande importance.

Dans chacun de ces pays, à l'exception de l'Allemagne, le renoncement aux armes nucléaires pourrait, dans certaines circonstances, ne pas être sans appel. Cette conclusion est nuancée par des constatations plus rassurantes. C'est la conjonction de plusieurs facteurs, plutôt qu'un événement isolé, qui pourrait entraîner un changement d'attitude. Dans tous les cas, la réalisation d'un arsenal nucléaire serait politiquement et techniquement plus difficile, et demanderait plus de temps et d'efforts, qu'il

Livre PE 1-2005.book Page 202 Lundi, 21. février 2005 6:13 18

n'est généralement admis. La politique menée par les grandes puissances – surtout par les États-Unis – sera, pour tous, le facteur déterminant. Si un ou deux de ces huit États estimait que le TNP n'est plus respecté, qu'il doit chercher ailleurs les moyens d'assurer sa sécurité, tout un groupe de pays pourrait basculer brusquement, comme un iceberg qui se retourne. Très vite, 15 ou 20 pays pourraient disposer d'un arsenal nucléaire.

Avec ses monographies sur un aspect souvent mal connu de l'histoire de huit pays jouant dans le monde un rôle important, *The Nuclear Tipping Point* lance une réflexion très riche sur un aspect délaissé de la politique de non-prolifération. Le propos n'est pas seulement académique ; les auteurs soulignent ce qui pourrait être fait dans les mois ou les années à venir pour tenter d'éviter une situation incontrôlable.

Georges Le Guelte

AFRIQUE

« MINISTRE » DE L'AFRIQUE
Maurice Robert
(entretiens avec André Renault)
Paris, Le Seuil, 2004, 413 pages

Les politologues et historiens spécialistes de l'Afrique peuvent se réjouir : Maurice Robert s'est enfin décidé à parler. Cent trente heures d'entretiens ont été nécessaires pour aboutir à ce livre imposant qui retrace le parcours d'un homme dont le nom est immanquablement associé aux « Affaires africaines », pour reprendre le titre d'un ouvrage de Pierre Péan paru il y a une vingtaine d'années[1].

Maurice Robert raconte méticuleusement sa vie, celle d'un gaulliste convaincu, affirmant au fil des pages son souci de servir la France. Il détaille son parcours atypique qui le conduit à arpenter l'Afrique pour le compte du Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (de 1954 à 1973), comme responsable du renseignement chez Elf (de 1974 à 1979) puis en tant qu'ambassadeur de France au Gabon (de 1979 à 1981). Honni par la gauche, qualifié d'« ambassadeur-barbouze » par le *Canard enchaîné,* il est le premier diplomate relevé de ses fonctions après l'accession de François Mitterrand à la présidence de la République.

Au-delà des aspects purement biographiques, cet ouvrage offre une plongée surprenante dans les coulisses de la « Françafrique », éclairant sous un nouveau jour des personnages aussi différents que Bob Denard, Félix Houphouët-Boigny, André Tarallo et bien d'autres encore. Maurice Robert évoque avec franchise la question de l'ingérence de la France dans la politique intérieure de ses anciennes colonies. De la déstabilisation menée contre le guinéen Ahmed Sékou Touré au renversement de l'« Empereur » centrafricain Jean-Bedel Bokassa, le rôle des services secrets français est décrit avec minutie. Les nombreux exemples développés tendent à prouver que les idéaux démocratiques ont souvent été sacrifiés au profit de la stabilité. Ce livre suscite donc une réflexion intéressante sur la notion de « raison d'État » au nom de laquelle d'indéniables dérives ont été justifiées. Jamais Maurice Robert ne cite Raymond Aron bien que son discours soit empreint d'un « réalisme » évident.

1. P. Péan, *Affaires Africaines*, Paris, Fayard, 1983.

Livre PE 1-2005.book Page 203 Lundi, 21. février 2005 6:13 18

Les mémoires de Maurice Robert peuvent en outre être analysées à l'aune de deux phénomènes cruciaux de la seconde moitié du XX^e siècle. D'une part, le parcours de cet « homme de l'ombre » permet de mieux appréhender les enjeux de la décolonisation au premier rang desquels figurent les problématiques de développement et de démocratisation. D'autre part, son engagement amène à s'interroger sur les conséquences de la guerre froide en Afrique, continent où la guerre fut loin d'être toujours froide et où la France a entrepris des actions moralement douteuses par crainte de la « contagion communiste ».

Ce livre est donc bien plus que le simple récit de la vie de celui que Michel Jobert qualifia un jour de « Ministre de l'Afrique ». Il mérite amplement de rejoindre dans les bibliothèques d'autres mémoires d'acteurs incontournables de cette période, à l'instar de celles de Jacques Foccart[2].

Marc Hecker

AMÉRIQUES

COLOSSUS. THE RISE AND FALL OF THE AMERICAN EMPIRE
Niall Ferguson
Londres, Allen Lane, 2004, 384 pages

La thèse de Niall Ferguson est simple. Notre monde a besoin d'une autorité qui en assure et la paix et la prospérité. Les États-Unis disposent de la force économique, militaire, politique et culturelle qui leur permettrait d'établir un empire – l'Empire indispensable. Or, les Américains n'ont pas la volonté de suivre l'exemple des Britanniques du XIX^e siècle. La *Pax britannica* a tenu une place primordiale dans l'histoire de la planète. Tout pousse à croire qu'il n'y aura jamais de *Pax americana*.

N. Ferguson invite ses lecteurs à une réflexion sur l'histoire des États-Unis. Voilà une nation née de la révolution contre l'Empire anglais. Elle a élaboré une philosophie de l'anti-impérialisme. L'extension territoriale du XIX^e siècle repose sur des transactions commerciales plus que sur des conquêtes militaires. Si, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les Américains ont établi ou rétabli un régime démocratique en Allemagne de l'Ouest, au Japon, voire en Corée du sud, c'est une démarche exceptionnelle. Ils souhaitent renouveler l'expérience au Moyen-Orient, mais ils se sont embourbés dans une politique contradictoire qui les conduit à soutenir Israël sans réserves et à dépendre du pétrole arabe. D'ailleurs, ils ne sont pas prêts à payer le prix d'une intervention, longue et douloureuse, en Afghanistan et en Irak. Même au Liberia, dont ils ont pourtant favorisé la naissance, ils interviennent avec réticence et aussi peu que possible. Dès qu'ils dépêchent des soldats sur un théâtre d'opérations extérieures, ils manifestent leur impatience de les rapatrier le plus tôt possible. Certains ont cru que l'Empire américain ne résisterait pas à l'accroissement des dépenses militaires. Erreur, répond N. Ferguson. Les déficits viennent des excès des dépenses intérieures. Bref, les citoyens de la nation la plus puissante du monde se préoccupent avant tout du *Medicare*, des retraites, de leur bien-être, en un mot « du beurre » plus que « des canons ».

2. J. Foccart, *Foccart parle*, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 1995 (tome I) et 1997 (tome II).

Livre PE 1-2005.book Page 204 Lundi, 21. février 2005 6:13 18

Ferguson éprouve une profonde admiration pour le défunt empire britannique. Il souhaite que les Américains reprennent le flambeau de la tradition anglo-saxonne. Le colosse qu'il décrit marche sur « des pieds d'argile ». Il n'est pas à la hauteur de ses responsabilités. Sa déception, il l'expose avec conviction, ce qui ne veut pas dire qu'il entraîne la conviction de ses lecteurs. Certes, la notion d'Empire est étrangère à la pensée stratégique qui prévaut aux États-Unis. En revanche, la doctrine de la guerre préemptive, telle qu'elle est exposée dans le programme de septembre 2002, montre que les Américains sont bien décidés à établir, puis à sauvegarder leur hégémonie. S'ils ne procèdent pas de la même manière que les Britanniques, c'est que la technologie et la globalisation offrent des outils nouveaux, autrement plus efficaces. Reste la question fondamentale. Est-il bon pour la planète, est-il acceptable, est-il même possible qu'une nation assume les fonctions de policier ? À chacun des lecteurs de Ferguson d'apporter sa réponse.

André Kaspi

SURPRISE, SECURITY AND THE AMERICAN EXPERIENCE
John Lewis Gaddis
Cambridge (Ma), Harvard University Press, 2004, 150 pages

Le temps est-il venu de replacer les attentats du 11 septembre dans l'histoire des États-Unis ? John Lewis Gaddis a beaucoup travaillé sur l'histoire de la guerre froide. Il connaît les pièges de l'histoire la plus contemporaine et les exigences de la recherche. C'est pourquoi sa réflexion ne manque pas d'intérêt.

J.-L. Gaddis rappelle que le 11 septembre peut être comparé à deux autres tragédies. La première date du 24 août 1814. Au cours de la seconde guerre de l'indépendance, les troupes anglaises ont envahi Washington, la toute récente capitale des États-Unis. Ils ont incendié le palais présidentiel et le Capitole. La deuxième est beaucoup plus récente. Le 7 décembre 1941, le raid japonais sur Pearl Harbor a fait plus de 2000 morts et détruit l'essentiel de la flotte américaine du Pacifique. Des précédents qui ont traumatisé les contemporains, qui leur ont rappelé que le territoire national pouvait être attaqué, que l'inviolabilité n'était qu'un mythe.

On connaît la réaction du président Franklin Roosevelt. Il demanda aussitôt au Congrès de déclarer la guerre au Japon. Puis, il renforça son alliance avec la Grande-Bretagne, l'ouvrit à l'Union soviétique (URSS), réunit autour des trois grands une coalition. Au lendemain du conflit mondial, les États-Unis devinrent les leaders du monde libre. C'est à ce titre qu'ils ont gagné « la guerre froide » après l'implosion de l'URSS. On a oublié, en revanche, la réaction des Américains il y a près de deux cents ans. Certes, en cet été de 1814, la guerre contre l'Angleterre touchait à sa fin. Mais l'invasion de Washington a eu des conséquences immédiates et lointaines. Les États-Unis ont mis sur pied une stratégie à l'échelle du continent. Deux mots peuvent en définir le contenu : préemption et unilatéralisme. L'auteur de la doctrine a pour nom John Quincy Adams. Il était alors le secrétaire d'État du président James Monroe. Il fut le président des États-Unis de 1825 à 1829 – premier exemple d'un fils président comme son père, John Adams.

Livre PE 1-2005.book Page 205 Lundi, 21. février 2005 6:13 18

Voilà que J.-L. Gaddis nous invite à réfléchir sur ce rapprochement. Les Américains de 2001 ont réagi comme leurs ancêtres. Avec une différence de taille : en 1814, il s'agissait de définir une stratégie à l'échelle du continent américain ; aujourd'hui, la stratégie est planétaire. Elle vise à combattre des mouvements terroristes, dans le cadre d'une guerre asymétrique. Superpuissance, voire hyperpuissance, les États-Unis ne sont pas parvenus à éviter le massacre. De là, la rédaction le 17 septembre 2002 de la National Security Strategy of the United States of America (NSS).

Il n'est pourtant pas certain que cette stratégie donne les résultats escomptés. La préemption repose sur l'hégémonie. Et l'hégémonie suscite à l'étranger, y compris parmi les alliés, le doute, l'incompréhension voire l'hostilité. Si les États-Unis souhaitent fonder « un Empire de la liberté », qui apportera la paix et la prospérité au monde tout entier, ont-ils la certitude que leurs valeurs trouveront partout un terrain favorable ? Il est possible, conclut J.-L. Gaddis, que les États-Unis atteignent leurs objectifs. Les pères fondateurs, Lincoln, Wilson et Roosevelt ont suscité l'espoir et consolidé l'influence des États-Unis sur le monde. Aux Américains d'aujourd'hui d'assumer leurs responsabilités.

On peut ne pas approuver le relatif optimisme de J. L Gaddis. Mais il faut reconnaître qu'il exprime les sentiments, les convictions, les élans d'une majorité de ses compatriotes. Du coup, le lecteur européen perçoit la profondeur du fossé qui sépare l'Europe de l'Amérique.

André Kaspi

L'AMÉRIQUE MESSIANIQUE. LES GUERRES DES NÉO-CONSERVATEURS

Alain Frachon et Daniel Vernet
Paris, Le Seuil, coll. « La couleur des Idées », 2004, 224 pages

C'est un vrai travail de journalisme d'investigation que nous présente ce livre, puisque les auteurs, deux journalistes du *Monde*, ont cherché à faire la lumière sur ces « néo-conservateurs » qui passent pour être les véritables inspirateurs de la politique étrangère menée par le président Bush Jr. après les attentats du 11 septembre 2001. À la lecture, on se rend compte qu'il s'agit d'un ensemble flou et aux effectifs restreints (quelques centaines ?), avec une forte composante de gauche – trotskisme inclus – mais dont il n'est pas facile de cerner le credo faute d'un corpus doctrinal que nul d'entre ses membres n'a tenté de rédiger. On y trouve trois éléments stables, que les néo-conservateurs considèrent comme *self-evident* : l'exemplarité du système politique américain, la nécessité d'en exporter les principes (au besoin par la force), pour la sécurité à la fois des États-Unis et des autres démocraties, et le caractère (indiscutablement) bénéfique du *leadership* américain.

Les choses se compliquent lorsqu'on essaie d'apprécier le degré d'influence de ce lobby géopolitique : car les trois éléments précités ne débouchent pas nécessairement sur la guerre d'Irak. Certes, les attentats du 11 septembre ont servi de détonateur, mais comme l'a fait remarquer le politologue R. Dujarric, s'en prendre à Saddam Hussein, « c'est comme si Roosevelt avait attaqué l'URSS au lendemain de Pearl Harbor ». Doit-on ce choix aux conseillers néo-conservateurs de G. W. Bush, pourtant peu experts en matière de Moyen-Orient, comme le rappelle discrètement

Livre PE 1-2005.book Page 206 Lundi, 21. février 2005 6:13 18

Gilles Kepel (p. 171) ? Voilà qui repose la question du rôle du président par rapport à ses conseillers : sur ce point, I. Daalder et J. Lindsay[1] sont d'avis que ce dernier ne s'est nullement laissé influencer par ses experts, et il est dommage que le livre n'ait pas creusé davantage ce point[2]. On aimerait aussi mieux saisir quels ont été les apports stratégiques respectifs des deux courants – temporairement alliés – que Daalder et Lindsay proposent d'appeler les *democratic imperialists* (Wolfowitz et consorts) et les *assertive nationalists* (à l'instar de Cheney et Rumsfeld), notamment en ce qui concerne les concepts de *preemptive/ preventive war*.

A. Frachon et D. Vernet sont en revanche très nets sur les leçons à tirer par les Européens de ces années néo-conservatrices, si éprouvantes pour les rapports transatlantiques : les menaces de l'après-guerre froide existent bel et bien, et il vaudrait mieux ne pas attendre que Washington s'en occupe (plus ou moins pertinemment) pour commencer à y croire et à s'en inquiéter. L'avertissement mérite attention.

Bernard Cazes

1. I. Daadler et J. Lindsay, *America Unbound. The Bush Revolution in Foreign Policy*, Washington, Brookings Institution Press, 2003.
2. Regrettons aussi quelques négligences : Herman Kahn et Fred Iklé n'ont pas été « directeurs de la RAND », K.R. Weinstein est tantôt vice-président, tantôt directeur du Hudson Institute, Johns Hopkins se trouve à Baltimore et P. Wolfowitz n'a pas été admis « au MIT de Harvard »…

L'EMPIRE INCOHÉRENT. POURQUOI L'AMÉRIQUE N'A PAS LES MOYENS DE SES AMBITIONS

Michael Mann
Paris, Calmann-Lévy, 2004, 377 pages

Michael Mann, professeur de sociologie à l'University of California, Los Angeles (UCLA), se définit lui-même comme « un universitaire plutôt qu'un militant ». Pourtant, cet ouvrage s'apparente plus à un pamphlet anti-Bush qu'à une rigoureuse démonstration académique. Le style est alerte, incisif mais manque parfois de précision. Certaines affirmations péremptoires paraissent directement sorties de la bouche de Michael Moore. Morceaux choisis : « La finance, qui semble si transnationale lorsqu'elle circule à travers le monde, détient en réalité un passeport américain » (p. 77) ; « Les États-Unis ne sont à vrai dire animés d'aucune volonté de "faire le bien" envers les pays pauvres, pas plus d'ailleurs que les autres pays riches. Qui plus est, leurs programmes de développement sont souvent très hypocrites » (p. 89) ; « Israël est la queue qui remue le chien américain » (p. 135) ; « Saddam Hussein a humilié Bush père et Bush fils veut se venger » (p. 294).

La visée électorale de cet ouvrage est évidente et clairement assumée dans les dernières pages. Le risque d'un nouveau mandat républicain a indéniablement poussé Michael Mann à grossir le trait. Si le ton est parfois plus empreint de passion que de raison, ce livre ne saurait pour autant être voué aux gémonies. La thèse, de prime abord simpliste, s'avère au bout du compte riche et percutante. Deux phrases permettent de la résumer : « L'empire américain se révèle à la fois géant militaire, mouche du coche économique, schizophrène politique et mirage idéologique. Le résultat d'une telle combinaison est un monstre perturbé, dif-

Livre PE 1-2005.book Page 207 Lundi, 21. février 2005 6:13 18

forme, trébuchant à travers le monde » (p. 26).

En outre, Michael Mann invite le lecteur à une réflexion fort intéressante sur la notion d'« empire », en s'interrogeant sur la pertinence de la comparaison entre l'Amérique d'aujourd'hui et les empires du passé. Il apporte ainsi sa contribution à une littérature très en vogue outre-atlantique portée par des auteurs comme Benjamin Barber, Niall Fergusson ou Chalmers Johnson[1]. Au terme d'une réflexion bien construite, il arrive à la conclusion que « le nouvel impérialisme s'est transformé en simple militarisme » (p. 353). Si les États-Unis dominent outrageusement le reste du monde à l'aune de leurs moyens militaires, Michael Mann démontre non seulement que les armes les plus perfectionnées ne sont pas forcément adaptées aux conflits asymétriques, mais encore qu'une superpuissance misant tout sur ses attributs militaires n'est en fait qu'un mastodonte déséquilibré et menaçant de vaciller. La lecture de *L'Empire incohérent* n'est donc pas franchement rassurante et la réélection de George W. Bush n'est pas de nature à rasséréner les adeptes de Michael Mann.

Marc Hecker

1..B. Barber, *Fear's Empire: War, Terrorism and Democracy*, New York, Norton, 2003 ; N. Ferguson, *Colossus: The Price of America's Empire*, New York, Penguin Press, 2004 ; C. Johnson, *The Sorrows of Empire: Militarism, Secrecy and the End of the Republic*, New York, Metropolitan Books, 2004.

ASIE

ENGAGING INDIA : DIPLOMACY, DEMOCRACY AND THE BOMB

Strobe Talbott
Washington, D.C., The Brookings Institution, 2004, 268 pages

Secrétaire d'État adjoint dans l'Administration Clinton, Strobe Talbott est chargé, après les essais nucléaires de mai 1998, d'inciter les Indiens à se joindre à la politique de non-prolifération, de préparer un voyage du président à New Delhi, et de préserver les relations étroites entretenues par Washington avec le Pakistan.

Il ne porte pas de jugement sur l'intérêt des objectifs fixés, et compte, pour surmonter les obstacles, sur les relations personnelles que son talent lui permettra d'établir avec son interlocuteur indien, Jaswant Singh. *Engaging India* est le journal de leurs rencontres, au hasard des voyages, au milieu de négociations plus importantes, sur d'autres sujets, avec d'autres interlocuteurs. Deux ans plus tard, Clinton part pour l'Inde, contre laquelle la plupart des sanctions ont été levées, sans que les Américains aient rien obtenu en échange. Le récit est élégant, léger, parfois irritant par la place accordée aux anecdotes et aux questions de protocole.

Il est heureusement parsemé de réflexions sur les causes profondes de l'évolution des relations indo-américaines. Vraisemblablement ajoutées après coup, elles situent sa mission aux antipodes des conceptions indiennes. Pour tous les Indiens, l'accession à l'arme nucléaire est une revanche sur les décennies de colonisation et d'humiliation, le symbole de la grandeur de leur pays. Les Américains ont commencé à s'inté-

Livre PE 1-2005.book Page 208 Lundi, 21. février 2005 6:13 18

resser à la Chine après qu'elle a expérimenté un engin nucléaire en 1964 ; et c'est depuis les essais de 1998 qu'ils s'intéressent à l'Inde. Cette dernière s'attend à être officiellement considérée comme État doté d'armes, et à recevoir un siège permanent au Conseil de sécurité. Malgré les innombrables griefs nourris contre les États-Unis, New Dehli envisage de nouvelles relations, mais à ses conditions. Il aurait fallu bien plus que la promesse d'un voyage présidentiel et de la levée des sanctions pour que l'Inde accepte des concessions sur sa politique nucléaire.

L'Administration américaine ne peut compter, pour faire pression sur l'Inde, sur le soutien des Républicains, ni sur celui du Congrès où un puissant lobby indien s'allie à celui des producteurs de blé pour réclamer la levée des sanctions, ni sur la Russie ou la France qui font passer leurs intérêts commerciaux bien avant la lutte contre la dissémination des armes. La délégation américaine est elle-même divisée. Le président est décidé, quoi qu'il arrive, à aller en Inde avant de quitter la Maison-Blanche.

Quelques mois avant son voyage, en juillet 1999, B. Clinton s'est enfin décidé à faire pression sur le Pakistan, pour écarter le risque d'un conflit nucléaire dans le sous-continent. Cette décision fera beaucoup plus que tous les déplacements de S. Talbott pour convaincre les Indiens de la bonne foi américaine. Le scénario, qui se répète en décembre 2001, confirme que l'intérêt essentiel des arsenaux nucléaires de l'Inde et du Pakistan est d'obliger les États-Unis à intervenir pour empêcher un conflit majeur entre eux[1].

À aucun moment, l'auteur ne se demande quelles conclusions la Corée du Nord et l'Iran ont pu tirer de la rapidité avec laquelle les essais indiens ont été oubliés. L'intérêt de ses remarques laisse deviner tout l'intérêt du livre qu'il aurait pu écrire sur les relations entre États-Unis et Inde, plutôt que sur ses contacts personnels avec J. Singh.

Georges Le Guelte

GOD AND CAESAR IN CHINA. POLICY IMPLICATIONS OF CHURCH-STATE TENSIONS

Jason Kindopp et Carol Lee Hamrin (dir.)
Washington, DC, The Brookings Institution Press, 2004, 200 pages

Ouvrage collectif, ce livre se donne pour ambition d'analyser les relations que les religions et l'État entretiennent en Chine. Soulignant l'intense renouveau religieux qui caractérise la Chine des réformes, il évoque l'essor du bouddhisme et de ses 16 000 temples et monastères, le dynamisme de l'islam dans le Xinjiang ou la vivacité du bouddhisme tibétain. Mais c'est surtout le renouveau du christianisme qui intéresse les maîtres d'œuvre de l'ouvrage. Sans dédaigner les mouvements de qigong, tel le Falungong, ils soulignent l'essor des communautés protestantes, qui ferait de la Chine le second pays au monde – après les États-Unis – par la taille de ses communautés évangéliques.

À travers les contributions de chercheurs, de défenseurs des droits de l'homme, de spécialistes des religions, d'auteurs chinois (Hong-Kong et Chine

1. C'est aussi ce qu'affirme Ashley J. Tellis dans *India's Emerging Nuclear Posture*: *Between Recessed Deterrent and Ready Arsenal*, Santa Monica, RAND Corporation, 2001.

Livre PE 1-2005.book Page 209 Lundi, 21. février 2005 6:13 18

continentale) et américains, l'ouvrage s'attache à comprendre comment autorités et responsables religieux gèrent ce que Jason Kindopp nomme « des demandes conflictuelles en terme de loyauté ». D'un côté, la foi religieuse demande une allégeance transcendant l'autorité politique ; de l'autre, le parti communiste se maintient au pouvoir en éliminant tout compétiteur dans le champ social et idéologique. Face à ce monopole qui fixe ce qui est permis et ce qui ne l'est pas, les religions, ou au moins une partie des croyants, refusent le cadre imposé par les autorités et leurs campagnes d'« éducation patriotique ». Cela se vérifie pour le bouddhisme tibétain, l'islam au Xinjiang, mais aussi le bouddhisme en milieu Han.

À travers des études historiques et contemporaines, l'ouvrage sépare ce qui, dans la politique de contrôle des religions, relève d'une tradition chinoise pluriséculaire (l'empereur, détenteur du mandat céleste, assure la cohésion sociale avec l'aide d'une bureaucratie responsable de la surveillance des cultes et décrète la répression des groupes religieux se développant hors du cadre fixé par l'État) et ce qui relève de nouveautés introduites par le parti de Mao (au nom d'une idéologie athée, un ordre du jour révolutionnaire veut éradiquer la religion). L'étude des Églises protestantes et de l'Église catholique est poussée très avant, souvent avec finesse, pour faire comprendre une situation qui, sur le terrain, ne peut se résumer à un jeu dual entre une partie « clandestine » – qui refuserait le contrôle politique – et une partie « officielle » – qui aurait aliéné sa liberté pour célébrer le culte au grand jour.

Les auteurs s'interrogent sur la faculté concrète des dirigeants de la Chine d'aujourd'hui à renouveler leur approche de la religion. Au fil des ouvertures économiques, la société s'est diversifiée et complexifiée, mais les autorités ne semblent pas être en mesure d'aller au-delà de la reconnaissance de l'« utilité sociale » des religions. Curieusement, les auteurs omettent de signaler les articles publiés en décembre 2001 par Pan Yue, à l'époque directeur adjoint du bureau du Conseil d'État pour la restructuration des réformes économiques. Dans une étude intitulée : *Quel type de perspective devrions-nous avoir sur la religion : le point de vue marxiste sur la religion doit évoluer avec le temps*, Pan Yue préconisait l'entrée de croyants dans le Parti. Selon son analyse, la religion n'adhère pas à un système social particulier – féodalisme, capitalisme ou socialisme –, mais crée pour elle-même les possibilités d'adaptation à une société donnée : le socialisme à la chinoise par exemple. Pan Yue aurait sans doute pu reprendre à son compte le : « Rendez à César ce qui est de César, et à Dieu ce qui est de Dieu. »

Pour un lecteur européen, la dernière partie est sans doute la plus intéressante, s'attachant à comprendre pourquoi, dans les relations bilatérales États-Unis-Chine, la religion est un sujet constant ces dernières années. La religion, la défense de la liberté religieuse sont devenues sources de profonds malentendus, le gouvernement chinois s'estimant agressé plus souvent qu'à son tour et l'Administration américaine jugeant insatisfaisantes les réponses à ses demandes en faveur de la liberté religieuse. Pour l'avenir de leurs relations, il faudra trouver sinon un terrain d'entente du moins un langage commun. Deux des auteurs de l'ouvrage, Peng Liu et Carol Lee Hamrin, proposent à ce sujet des pistes de réflexion. Carol Lee Hamrin décrit en particulier

Livre PE 1-2005.book Page 210 Lundi, 21. février 2005 6:13 18

comment, aux États-Unis, la « droite religieuse » s'est saisie de la question de la liberté religieuse en Chine comme d'un outil pour faire avancer son ordre du jour sur la scène politique intérieure américaine.

Régis Anouil

VIÊT NAM CONTEMPORAIN
Stéphane Dovert
et Benoît de Tréglodé (dir.)
Paris/Bangkok, Les Indes savantes/IRASEC, coll. « Monographie nationale », 2004, 568 pages

Vingt-quatre auteurs ont apporté leurs contributions à cet ouvrage qui paraît en temps opportun, 29 ans après la réunification du Viêt Nam et la tentative de couler ses peuples et sociétés dans un même moule « socialiste », 18 ans après la mise en œuvre de réformes appelée « rénovation », reconnaissance officielle de l'échec de la voie socialiste : il était nécessaire de faire le point et en même temps d'indiquer des directions de recherche.

Il fallait briser l'empreinte unidimensionnelle et réductrice de l'idéologie nationale unanimiste, efficace pour la guerre mais qui pesait sur les sciences sociales et entravait la réévaluation critique de l'histoire du temps présent du Vietnam.

L'identité nationale est au centre des analyses : quelles en sont les composantes, la part de réalité et celle d'artificialité ; quel remodelage et quelle instrumentalisation a-t-elle subi et en fonction de quels enjeux ? Mais à partir de cette problématique initiale, les auteurs passent en revue les questions cruciales posées par la transition du passé à un avenir encore indéterminé ainsi que les réponses que les dirigeants tentent de leur apporter. Certaines de ces questions sont en relation directe avec l'identité nationale comme la composition pluriethnique de la population, d'autres en sont un fondement naturel comme le dynamisme démographique, d'autres encore en constituent l'armature comme la famille, le rôle des femmes et l'évolution des mœurs. Dans ce registre, *La famille, point de repère dans la tourmente ?* de Bui Tran Phuong est une analyse perspicace conduite de l'intérieur et qui nous change heureusement des opinions essentialistes et juridico-morales qui dominent la littérature sur le sujet.

Le livre est divisé en trois grandes parties : « Les données structurantes de l'État-nation », « Gérer l'activité humaine », « Encadrer l'évolution identitaire ». Ces trois volets contiennent toutes les dimensions de l'histoire politique, sociale, économique et culturelle du Viêt Nam contemporain. Le traitement des thèmes repose (consciemment ou non) sur les idées directrices de la théorie dialectique : la contradiction est l'essence des choses et la lutte des contraires est le moteur de l'histoire.

Les exposés (par exemple la contribution d'Hugues Tertrais) sont très lisibles même si quelques rares passages du livre n'évitent pas l'écueil d'un langage un peu abscons. En conclusion, ce livre est bien informé et éclairant. Il restera un ouvrage de référence pour les chercheurs, les étudiants mais également pour tous ceux et celles que le destin du Viêt Nam ne laisse pas indifférents.

Pierre Brocheux

Livre PE 1-2005.book Page 211 Lundi, 21. février 2005 6:13 18

EUROPE(S)

QUEL AVENIR POLITIQUE POUR L'UNION EUROPÉENNE : LA STRATÉGIE DE LISBONNE DÉFINIE PAR LE CONSEIL EUROPÉEN EN 2000

Olivier Debarge, Pierre-Yves Laurent et Olivier Rabaey (dir.)
Bruxelles, Bruylant, 2004, 284 pages

Cet ouvrage est dû au Groupe interdisciplinaire d'étude et de prospective internationale (GIEPI), association créée par de jeunes doctorants de Reims. Il reprend largement les actes d'un colloque tenu à la faculté de Droit et de Sciences politiques de Reims en octobre 2003. Le GIEPI ambitionne une « œuvre de lumières et de progrès » (ce qui est sympathique) et souhaite poursuivre une démarche interdisciplinaire (ce qui est utile pour déchiffrer la complexité de notre monde.)

Le thème du colloque de 2003 et de la publication de 2004 était la « Stratégie de Lisbonne », telle qu'elle a été définie par le Conseil européen des 23 et 24 mars 2000, et ses prolongements actuels. Après une introduction générale de Jean-Pierre Colin, directeur du Centre d'études rémois des relations internationales (CERRI), rappelant l'histoire des ambitions, des illusions, des acquis de la construction européenne, mais mentionnant également les risques de repliement de l'Europe, qui pourrait devenir la « forteresse assiégée » d'un groupe de pays riches dans un environnement de pays pauvres, l'ouvrage fait le point sur les principaux objectifs de la « stratégie de Lisbonne », et tente un premier bilan de sa réalisation, en trois parties qui s'articulent autour de l'ambition économique, de l'Europe de la connaissance et du modèle de société européen.

Sur le plan économique, Gérard-Marie Henry rappelle que l'ambition de la Stratégie impliquait, pour la période 2000-2010, un rattrapage des États-Unis, grâce en particulier à « une croissance économique durable, accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi ». Or, la croissance aura été plus faible en Europe, de 1 à 1,5 point par an en moyenne, qu'aux États-Unis, pour la période 2000-2003. Les taux d'emploi restent très inférieurs à ceux des États-Unis, en particulier pour les travailleurs de 55 à 64 ans. La croissance moyenne de la productivité est en quasi-stagnation, contre une hausse de 2 % par an en moyenne aux États-Unis. Il faudrait que les Vingt-cinq réalisent des réformes drastiques (en particulier du marché du travail) pour qu'un dynamisme « à l'irlandaise » permette d'ici à 2010 sinon d'atteindre l'ambition de la « stratégie », du moins de s'en rapprocher.

Le bilan est plus positif concernant l'objectif qui vise à faire de l'Europe « l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique au monde ». Renaud de la Brosse fait le point sur les progrès accomplis en ce qui concerne l'accès aux nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), qui sont au cœur de la « stratégie » : dès fin 2002, autour de 90 % des établissements scolaires, 55 % des services publics de base et 40 % des ménages étaient connectés à Internet (il aurait été utile d'actualiser ces données à mi-2004). De plus, on assiste à une libéralisation et à une réduction des tarifs des services de télécommunications. Mais l'économie de la connaissance concerne aussi les politiques de l'éducation et les échanges culturels : si, en particulier avec la construction de l'« espace européen de l'enseignement supérieur » (Gilles Rouet), une politique européenne

Livre PE 1-2005.book Page 212 Lundi, 21. février 2005 6:13 18

de l'éducation paraît marquer des progrès, par contre, la mobilité des étudiants européens est contrariée, pour des raisons tenant à la fois à la diversité des modes de financement et à la complexité des systèmes universitaires (Thierry Côme).

S'agissant de la protection sociale, Alain Euzeby rappelle qu'elle n'était guère présente dans le Traité de Rome, et qu'il a fallu attendre le Conseil européen de Lisbonne, puis le Traité de Nice, pour mettre clairement l'accent sur les objectifs de politique active de l'emploi, de lutte contre la pauvreté, et de modernisation de la protection sociale. La Charte des droits fondamentaux (reprise dans le traité constitutionnel) renforce ces objectifs. Mais on doit reconnaître qu'ils restent parfois purement qualitatifs (comment s'assurer que le droit à la « dignité » de tous les citoyens de l'Union, auquel le chapitre I de la Charte est consacré, est bien respecté ?).

Au total, cet ouvrage (qui contient bien d'autres contributions, dans le cadre des trois thèmes principaux, mais également sur les relations de l'Europe avec les États-Unis et l'Afrique) a le mérite de passer au crible des faits les objectifs de la « Stratégie de Lisbonne ». Il est trop tôt pour dire si ces objectifs sont dès à présent hors d'atteinte, d'autant que les données s'arrêtent le plus souvent à 2003, voire à 2002 : il conviendra certainement à mi-parcours (fin 2005) de dresser un nouveau constat, pour savoir si les ambitions de 2000 ont quelque chance d'être réalisées en 2010, s'il convient de les réviser pour les rendre plus crédibles, ou si c'est toute la stratégie du développement de l'Europe qui mérite d'être repensée.

Éliane Mossé

MOYEN-ORIENT

HISTOIRE DE LA TURQUIE CONTEMPORAINE
Hamit Bozarslan
Paris, La Découverte, coll. « Repères », 2004, 128 pages

LA TURQUIE AU TOURNANT DU SIÈCLE
Ali Kazancigil (dir.)
Paris, L'Harmattan, coll. « Histoire et perspectives méditerranéennes », publié avec le concours du Comité France-Turquie, 2004, 154 pages

Ces deux ouvrages fournissent des éléments utiles pour qui souhaite comprendre le débat sur la candidature turque à l'Union européenne (UE). Leur angle d'approche et leur méthodologie sont suffisamment différents pour les rendre complémentaires.

La Turquie au tournant du siècle est issu d'une réunion publique organisée en 2002, ayant pour objet de dresser un panorama général de la situation politique, économique et sociale en Turquie à la veille des grands enjeux euro-turcs. On sait que l'élection de Recep Tayyip Erdogan, qui se définit lui-même comme « islamiste modéré », a fait entrer fin 2002 la Turquie dans une ère de transformations institutionnelles et économiques accélérées. Pour qui tente de suivre la dynamique turque actuelle, il est révélateur de constater le pessimisme manifesté par Ahmet Insel, professeur à l'Université de Paris I, qui affirme sans ambages que « la transposition des tendances politiques des 20 dernières années ne permet pas aujourd'hui de prédire un changement significatif des comportements politiques, ce qui augure mal des perspectives d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne ». Certains éléments du livre sont ainsi frappés d'obsolescence relative, mais

Livre PE 1-2005.book Page 213 Lundi, 21. février 2005 6:13 18

leur lecture n'en est pas moins utile pour mesurer le chemin parcouru en un peu plus de deux ans. Dans une longue introduction, Ali Kazancigil remet en perspective l'ensemble des textes, dont la plupart conservent un intérêt de fond, y compris après la décision du Conseil européen d'ouvrir les négociations d'adhésion. Certaines contributions fournissent ainsi un éclairage précieux sur des sujets mal connus. C'est notamment le cas des chapitres traitant des questions sociales, comme celui de Ayse Bugra, qui analyse l'impact de la crise économique sur l'État providence turc, ou de Gaye Petek, qui parle des droits des femmes en Turquie, les deux auteurs se montrant assez pessimistes sur ces questions. Olivier Abel livre par ailleurs une intéressante réflexion philosophique sur la mémoire, évoquant la difficulté de la Turquie moderne à organiser son héritage historique et culturel de manière cohérente. L'intérêt essentiel du livre est de rassembler les analyses d'intellectuels, turcs pour la plupart, qui adoptent une posture critique à l'égard de leur pays. Reste à savoir si ce regard critique peut perdurer dans une période très chargée à la fois politiquement et émotionnellement.

Avec son *Histoire de la Turquie contemporaine*, Hamit Bozarslan nous livre un résumé sans concession, loin de la langue de bois, de l'histoire politique du pays. L'ouvrage adopte une démarche chronologique, qui permet de suivre la structuration et l'évolution des acteurs et courants essentiels de la vie politique turque. Du fait de sa brièveté, le livre est condensé et allusif ; sa lecture doit donc être absolument complétée par quelques grands classiques tirés de la bibliographie annexée. Il permet cependant de suivre les violentes dynamiques internes qui ont façonné la Turquie d'aujourd'hui. Pour Hamit Bozarslan, l'histoire de la Turquie au XX^{e} siècle est une succession de crises, rythmant naissance et consolidation d'un projet national perçu comme toujours en danger. L'éclatement du cadre multiethnique et multiconfessionnel de l'Empire ottoman forme le traumatisme initial que le kémalisme s'emploie à surmonter par la centralisation et l'homogénéisation culturelle progressive des populations présentes sur le territoire. Le sort des minorités est ainsi traité assez en détail dans le livre, qui décrit le génocide des populations arméniennes perpétré durant la Première Guerre mondiale, la répression systématique contre les Kurdes dès les débuts de la Turquie kémaliste, aboutissant à une véritable guerre civile dans les années 1980, ou encore la politique de « sunnisation » de la minorité alévie à partir des années 1970 L'islam apparaît ici comme un outil complémentaire de la « turquification », d'où la relation très ambiguë qu'entretient l'État turc avec la religion : celle-ci ne doit pas se défaire du politique, ce qui explique que la laïcité turque ne soit pas une laïcité de séparation. Pour l'auteur, l'expérience laïque turque marque surtout l'invention d'une « religion nationale », instrument de cohésion sociale contrôlé par l'État. L'auteur retrace la genèse et l'épanouissement de l'idéologie kémaliste, forme particulière d'autoritarisme paternaliste, présentée ici, dans son contexte historique propre, comme un « troisième pôle, avec le fascisme italien et le bolchevisme soviétique, d'un nouveau monde que Mustafa Kemal conçoit comme antilibéral et antidémocratique » (p. 31). Hamit Bozarslan décrit de façon saisissante l'inexorable dégradation des valeurs et des pratiques politiques à travers quatre coups d'États (1960, 1971, 1980, jusqu'à celui, « postmoderne », de 1997, où l'Armée pousse

Livre PE 1-2005.book Page 214 Lundi, 21. février 2005 6:13 18

le Premier ministre islamiste vers la sortie), et la quasi-permanence de l'état d'exception. Ce lent déclin aboutit au coup de théâtre du 3 novembre 2002, qui marque « le crépuscule de la classe politique turque » (p. 97). L'auteur insiste sur la montée en puissance progressive de la violence, au départ instrument de gouvernement et outil de centralisation politique, qui se diffuse depuis les années 1970 dans une société décrite comme constamment au bord de la guerre civile. Cette description très pessimiste rappelle le constat de Soli Özel, qui note que « lorsque l'on dresse un bilan du dernier quart du xxe siècle, essayant de considérer objectivement les épreuves que le pays a traversées durant cette période, le fait qu'il ait préservé collectivement son équilibre social et psychologique paraît relever quasiment du miracle » (p. 47).

À l'issue de ces lectures, il faudra se convaincre que la Turquie est en train de trouver le chemin d'un équilibre durable. La perspective européenne contribue de façon décisive à ouvrir son horizon politique. Au bout de son inventaire critique, Hamit Bozarslan perçoit en ce début de XXIe siècle les indices d'une maturité nouvelle : la fin de la lutte armée des séparatistes kurdes du Partiya Karkeren Kurdistan (PKK), la transformation des islamistes en droite classique, l'affaiblissement de la droite radicale, mais aussi le consensus manifesté par l'opinion turque autour des critères politiques de Copenhague, lui apparaissent comme autant de signes d'apaisement. Il reste à espérer que la recomposition sociale et politique du pays se poursuivra au rythme des négociations avec l'Union européenne.

Dorothée Schmid

LE HEZBOLLAH

Walid Charara, Frédéric Domont
Paris, Fayard, 2004, 304 pages

Ce livre contribue à une meilleure connaissance des mouvements « islamo-nationalistes », pour reprendre l'expression utilisée par les auteurs. Si ceux-ci ne cachent pas leur sympathie pour le Hezbollah – Walid Charara a été correspondant d'Al-Manar à Paris – leur analyse tente de rectifier sa mauvaise image, et de contester quelques idées reçues sur un mouvement qualifié de terroriste, notamment par les États-Unis.

Né en 1982, le Hezbollah se veut d'abord un mouvement de résistance à l'occupation du Liban par Israël, et affiche sa solidarité avec la cause palestinienne, marquant ainsi sa différence avec la plupart des partis libanais. Largement inspiré par la révolution iranienne et les idées de l'ayatollah Khomeiny, le Hezbollah se considère comme une force avant tout libanaise, menant un combat national.

L'évolution décrite est révélatrice de son sens politique, et peut s'appliquer à d'autres mouvements « frères », comme le Hamas. Mouvement islamiste au départ, il joue progressivement le jeu – non sans quelque débat interne – de l'intégration à la vie politique libanaise ; il est d'ailleurs représenté au Parlement. Ses faits d'armes sont amplement décrits, soulignant l'efficacité d'actions militaires qui ont sans doute contribué au retrait de l'armée israélienne du Liban-sud et à la dislocation de l'armée du Liban-sud (ALS), créée et soutenue par celle-ci. Mis en cause dans plusieurs affaires d'otages, notamment français, « inventeur » des attentats-suicides, le Hezbollah n'a pas hésité – dans le passé,

Livre PE 1-2005.book Page 215 Lundi, 21. février 2005 6:13 18

disent les auteurs – à utiliser des méthodes réprouvées par la communauté internationale.

À l'image de la plupart des mouvements islamistes, il a mis en place un maillage social très dense – dispensaires, hôpitaux, écoles, système d'aide aux veuves des « martyrs », etc. – qui contribue à lui valoir une indéniable popularité auprès de la population du Liban-sud.

L'analyse de la « politique de communication » du Hezbollah mérite également d'être relevée. Il a pris soin, dès le début, de filmer la plupart de ses opérations militaires en intégrant à ses commandos un cameraman. Ces vidéos, largement diffusées, ont contribué à conforter sa crédibilité auprès des opinions libanaise et arabe.

Mouvement – selon les auteurs – plus nationaliste qu'islamiste, le Hezbollah est en quête de respectabilité et entend jouer un rôle politique actif au Liban avec un programme plutôt « de gauche », s'intéressant aux déshérités, récusant le communautarisme, s'affichant comme réformateur des institutions. À ce titre, son audience dépasse la seule communauté chiite.

Ce livre, non exempt d'angélisme, reste discret sur plusieurs points sensibles : le système de pouvoir à l'intérieur du mouvement, le poids spécifique des politiques par rapport aux religieux, l'ampleur et les sources réelles des financements recueillis, la nature de la tutelle exercée par l'Iran et la Syrie et leurs services de renseignements. Les auteurs insistent sur le comportement autonome du mouvement à l'égard de ses parrains. À l'évidence, l'évolution de ses positions et de ses activités suit de près les orientations et inflexions de ces pays, sans lesquels il n'aurait pu se développer. Le poids respectif des influences de l'Iran et de la Syrie, notamment lorsque leurs intérêts divergent, aurait mérité quelques développements complémentaires.

En définitive, l'ouvrage se présente plus comme un témoignage que comme une étude distanciée et scientifique d'un mouvement qui joue un rôle important sur l'échiquier compliqué du Liban et du Proche-Orient. On regrettera l'absence d'index, toujours utile au lecteur et au chercheur.

Denis Bauchard

RUSSIE

THE GRAND STRATEGY OF THE RUSSIAN EMPIRE, 1650-1831

John P. LeDonne
Oxford, Oxford University Press, 2004, 261 pages

Voilà un livre d'histoire qui intéressera les spécialistes de la Russie actuelle. *Senior Research Associate* au Davis Center à Harvard, John P. LeDonne montre la cohérence, en termes d'objectifs comme de moyens, du projet impérial russe à l'époque moderne. Se plaçant explicitement dans la lignée d'Edward Luttwack[1], il cherche à mettre en évidence les principes stratégiques sous-tendant la formation de l'Empire russe. Pour LeDonne, la *Grand Strategy* dépasse la stratégie (définie comme l'art du déploiement des troupes en temps de paix et de leur concentration en temps de guerre), dans la mesure où elle englobe les fondements économiques et

1. E. Luttwak, *La Grande Stratégie de l'Empire romain*, Paris, Economica, 1987.

Livre PE 1-2005.book Page 216 Lundi, 21. février 2005 6:13 18

industriels de la puissance militaire, et repose sur un consensus idéologique continu sur les objectifs au sein de l'élite dirigeante.

Organisé en trois grandes parties thématico-chronologiques (1650-1743, 1743-1796 et 1797-1831), l'ouvrage commence par décrire un arrière-plan géopolitique articulé en trois théâtres : occidental (de la Baltique aux Carpates), méridional (du Danube aux montagnes de Perse) et oriental (de la Volga à l'Altaï). Sur chacun, la puissance russe se heurte à des puissances dominantes : suédoise et polonaise pour le premier, ottomane et venant du Khanat de Crimée pour le second, et les peuples bashkirs sur le troisième. Pour LeDonne, la posture stratégique russe est résolument offensive. Annonçant celle d'un Napoléon, elle consiste en termes politico-militaires à frapper l'ennemi frontalement pour s'emparer de son centre politique, afin d'écarter les autorités et de dicter les conditions de la paix. L'objectif final est de parvenir à exercer une hégémonie globale sur le heartland. Pour ce faire, le pouvoir russe combine trois principes stratégiques minutieusement analysés par l'auteur.

Premièrement, il manœuvre profondément à l'intérieur du heartland, et très exceptionnellement hors de sa périphérie. Deuxièmement, il entretient en permanence une capacité de projection à grande distance de Moscou. LeDonne décrit ce qu'il appelle la *strategic force*, dont la particularité est d'être concentrée autour de Moscou : en fonction des objectifs, une force appropriée est levée, puis projetée. En d'autres termes, il ne s'agit nullement d'une armée de défense territoriale, mais d'une armée de mouvement, susceptible d'être déployée simultanément sur les trois théâtres d'opérations. À titre indicatif, vers 1720, cette force stratégique se compose d'environ 100 000 hommes, répartis en 42 régiments d'infanterie et 33 de cavalerie. Le principe de base est de la retirer des zones frontalières dès les objectifs militaires atteints. Troisièmement, la *Grand Strategy* russe repose sur la création d'un glacis d'États clients hiérarchisés et spécialisés, qui fournissent des troupes auxiliaires, servent de tampon protecteur et donnent une profondeur de manœuvre qui permet à la Russie de préserver sa force stratégique. Sur chaque théâtre, la Russie entretient des rapports étroits avec un peuple, utilisé comme relais de puissance (les Baltes allemands sur le théâtre occidental, les Cosaques sur le théâtre méridional, les Tatars sur le théâtre oriental).

La combinaison de ces trois principes vise in fine à maximiser l'influence impériale et le contrôle diplomatique pour mieux minimiser l'usage de la force par les troupes russes. LeDonne explicite le succès de cette approche, puis ses limites au tournant du XVIII[e] siècle. Cet ouvrage érudit, parfois à la limite de l'histoire bataille, découragera les lecteurs à la recherche de leçons toutes faites. Il séduira par contre ceux qu'attire une mise en perspective historique du système impérial russe.

Thomas Gomart

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE LA RUSSIE ET L'EUROPE. ENJEUX D'UNE PROXIMITÉ

Tanguy de Wilde d'Estmael
et Lætitia Spetschinsky (dir.)
Bruxelles, Peter Lang, 2004, 263 pages

Dans le prolongement de ses travaux antérieurs[1], l'équipe de la chaire Inter-

Livre PE 1-2005.book Page 217 Lundi, 21. février 2005 6:13 18

brew-Baillet Latour à l'Université catholique de Louvain publie un ouvrage destiné à fournir « une meilleure connaissance des ressorts d'une politique étrangère russe dont les implications pour l'Europe s'avèrent déterminantes ». Il réunit neuf contributions, articulées autour de deux parties : « Déterminants de la politique étrangère russe » et « Les relations contemporaines Europe-Russie ». Pris dans son ensemble, l'ouvrage provoque une certaine déception, dans la mesure où il n'analyse pas d'axe structurant et évite de soulever la véritable question : la politique européenne de la Russie. Au terme de la lecture, on peine toujours à en dessiner les contours et à en apprécier l'(in-)efficacité. La minutie de la description s'exerce aux dépens du repérage et de la hiérarchisation des objectifs et des moyens.

Restent les contributions, prises séparément. Marie-Pierre Rey poursuit ici ses réflexions sur le dilemme russe depuis le XVI^e^ siècle. Double dilemme en réalité, d'un pays qui se demande si l'ouverture vers l'Occident peut se faire sans qu'il perde son identité, et si l'adoption des valeurs européennes ne menace pas l'organisation autocratique du pays. Revenant sur les grandes tensions conceptuelles de la politique étrangère russe, Bobo Lo délivre une analyse très problématisée des principes et contradictions de Vladimir Poutine. Il relativise le rapprochement avec l'Union européenne (UE), en rappelant que la stratégie du Kremlin repose sur un principe de diversification des options. Lætitia Spetschinsky s'emploie utilement à analyser les acteurs (Affaires étrangères, présidence, Défense, Conseil de sécurité, Parlement et forces économiques) ainsi que les mécanismes de la politique étrangère russe. Arnaud Dubien revient, dans un chapitre informé, sur l'influence russe au sein de la Communauté des États indépendants (CEI). Une influence qui s'exerce par toute une gamme d'outils : approvisionnement énergétique, gestion des infrastructures, coopération militaire, ou gels de conflits. A. Dubien revient ainsi sur « l'économisation » de la politique étrangère russe, en invitant toutefois à ne pas surestimer le degré de coordination entre le pouvoir et les entreprises russes.

Adoptant un point de vue européen, Tanguy de Wilde souligne la nature hybride de la Russie, à la fois « destinataire et partenaire de la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC) », ce qui crée un certain nombre de difficultés dans « l'étranger proche euro-russe ». Isabelle Facon revient dans le détail sur les relations de sécurité entre l'UE et la Russie, en rappelant l'importance de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) dans ce dialogue. Facon conclut en indiquant, à juste titre, que l'interaction OTAN / UE / Russie reste largement tributaire de l'évolution intérieure des armées russes. En trente pages fouillées, Marius Vahl s'interroge sur la pertinence de l'espace économique commun, et sur ses conséquences politico-institutionnelles. Partant d'une remarque de bon sens – l'espace commun ne devrait pas aboutir à une union douanière, dans la mesure où les deux parties cherchent avant tout à préserver leurs politiques commerciales respectives –, Vahl éclaire l'angle mort des négociations sur l'espace économique commun : la circulation des personnes. Il compare les accords entre l'UE et d'autres pays non-membres, avant d'examiner les rapports entre

1. T. de Wilde et L. Spetschinsky (dir.), *Les Relations entre l'Union européenne et la Fédération de Russie*, Louvain-la-Neuve, Institut d'études européennes, 2000.

Livre PE 1-2005.book Page 218 Lundi, 21. février 2005 6:13 18

l'espace économique commun et les processus d'intégration dans la CEI. Andreï Belyï, pour sa part, se concentre sur le partenariat énergétique russo-européen, analyse les conséquences de l'élargissement, celles de la libéralisation des marchés du gaz et de l'électricité, ainsi que ses implications environnementales. Soulignant les insuffisances de la coopération, il met en garde contre le risque d'une excessive « périphérisation » de la Russie, reléguée au rôle de fournisseur d'énergie. Pour finir, Céline Francis aborde le dossier tchétchène, en rappelant que les relations russo-européennes ne se limitent pas aux rapports entre UE / Russie, le Conseil de l'Europe ayant pris à ce propos une série de positions depuis 1994.

Inégalement riche, cet ouvrage est moins utile au débat stratégique et politique sur la nature des relations russo-européennes qu'à une meilleure compréhension des dossiers thématiques qui le sous-tendent[1].

Thomas Gomart

PARMI LES LIVRES REÇUS

Bertrand, M., *L'ONU*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », nouv. édition, n° 145, 2004.

Canal-Forgues, E., *Le Règlement des différends à l'OMC*, Bruxelles, Bruylant, 2004.

Chaalal, A., R. Aliboni, R. Anciaux et A. Bensalah Alaoui et al., *Europes et mondes musulmans, un dialogue complexe, quel partenariat politique, économique et culturel ?*, Bruxelles, Complexe / GRIP, 2004.

Collomb, C. et M. Menéndez (dir.), *Exilés et réfugiés politiques aux États-Unis*, Paris, CNRS éditions, 2004.

De Schoutheete, Ph., *La Cohérence par la défense, une autre lecture de la PESD*, Paris, IES, coll. « Cahiers de Chaillot », n° 71, 2004.

Durandin, C. (dir.), *Perspectives roumaines, du post-communisme à l'intégration européenne*, Paris, L'Harmattan, 2004.

Lequesne, Ch. et Y. Surel (dir.), *L'Intégration européenne, entre émergence institutionnelle et recomposition de l'État*, Paris, Presses de Sciences po, 2004.

Macleod, A., E. Dufault et F.-G. Dufour (dir.), *Relations internationales, théories et concepts*, Montréal, Athéna, 2004.

Pagé, J.-P. et J. Vercueil, *De la chute du mur à la nouvelle Europe, économie politique d'une métamorphose*, Paris, L'Harmattan, 2004.

Sauron, J.-L., *La Constitution européenne expliquée*, Paris, Gualino éditeur, 2004.

Erratum : la dernière livraison de l'Annuaire français de relations internationales a fait l'objet dans notre précédent numéro d'une erreur d'identification. On trouvera ci-après ses références exactes :

Serge Sur et Jean-Jacques Roche (dir.), *Annuaire français de relations internationales 2004*, Paris / Bruxelles, La Documentation française / Bruylant, 2004.

1. A signaler : R. André, J.L. Bianco : *Les relations entre l'Union européenne et la Russie : quel avenir ?*, Paris, Assemblée nationale, 2004.